

INDE

Appel à la retenue au Cachemire

Index AI : ASA 20/046/01

Amnesty International a condamné ce jour (mercredi 3 octobre 2001) l'attentat à la voiture piégée qui a été perpétré le 1^{er} octobre par un groupe armé inconnu à Srinagar, capitale d'été de l'État de Jammu-et-Cachemire. Au moins 36 personnes, dont des civils, ont été tués.

« En cette période de tensions exacerbées dans le monde entier, toutes les parties au conflit qui se déroule dans l'État de Jammu-et-Cachemire doivent faire montre de retenue et respecter les droits fondamentaux des civils », a souligné Amnesty International.

L'organisation a exhorté tous les belligérants à respecter les règles du droit international humanitaire, qui prohibe les attaques menées délibérément ou sans discrimination contre des civils ou d'autres personnes ne participant pas directement aux hostilités. Les groupes armés d'opposition sont également tenus d'observer ces principes.

« Les habitants de l'État de

Jammu-et-Cachemire ne doivent pas être instrumentalisés et mis en danger par des partis ou d'autres groupes prêts à tout pour marquer des points sur le plan politique, a déclaré Amnesty International. Le respect des droits humains doit passer avant les intérêts politiques, et les parties concernées doivent tenter par des moyens pacifiques de mettre un terme aux affrontements dont cette région est le théâtre depuis des décennies. »

Amnesty International appelle le gouvernement central et celui de l'État de Jammu-et-Cachemire à veiller à ce qu'une enquête officielle soit ouverte sur cet attentat, ainsi que sur toutes les autres atteintes aux droits humains, et à ce que les responsables présumés soient traduits en justice.

« Par le passé, les auteurs présumés d'atteintes aux droits humains n'ont pas été contraints à répondre de leurs crimes devant la justice. Or, l'impunité dont jouissent ceux qui bafouent les droits fondamentaux de la population ne fait qu'encourager la poursuite de ces agissements », a conclu Amnesty International.

Complément d'information

La population de l'État de Jammu-et-Cachemire est confrontée à des violences généralisées depuis plus de dix ans. D'après les informations recueillies, depuis 1989, environ 34 000 personnes, dont des milliers de civils, sont mortes dans le cadre du conflit qui oppose aux forces de sécurité indiennes des activistes revendiquant l'indépendance de ce territoire ou son rattachement au Pakistan. Depuis le début de l'année, quelque 2 500 morts liées au conflit ont déjà été signalées dans cet État, parmi lesquelles 850 décès de civils.

Un groupe d'activistes islamistes, *Jaish-e-Muhammad*, a revendiqué la responsabilité de l'attentat du 1^{er} octobre avant de se rétracter. Pour l'heure, aucun autre groupe ou parti n'a reconnu avoir été impliqué dans cette attaque. _

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web : <http://www.amnesty.org>